

Flora MacDonald a noté que les expulsions actuelles surviennent moins de deux ans après le cas le plus sérieux d'espionnage au Canada depuis l'affaire Gouzenko en 1946. En dépit de l'expulsion de treize membres de l'ambassade soviétique en février 1978 et des sévères avertissements du gouvernement à ce moment-là, l'ambassade avait, quelques mois après les expulsions, repris des activités venant en contravention avec les règles de base de l'éthique diplomatique.

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures s'est dite particulièrement préoccupée que l'Union soviétique se soit servie dans le cas présent du territoire canadien comme base à partir de laquelle elle s'est livrée à des opérations d'espionnage contre l'un de nos alliés.